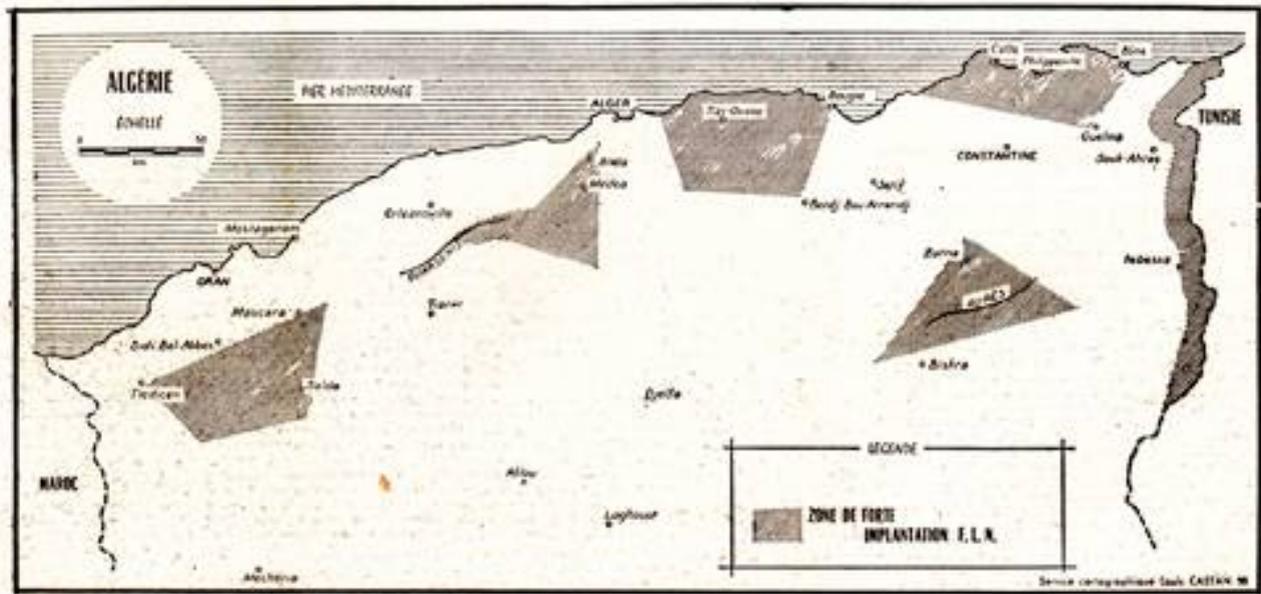


La situation militaire



Il y a presque un an et demi maintenant qu'a commencé en Algérie la mise en œuvre de l'ensemble d'opérations militaires désignées sous le nom de « Plan Challe ». L'ancien commandant en chef en Algérie, qui avait pris ses fonctions à la fin de 1958, avait mis au point une tactique dont il espérait et annonçait qu'elle devait entraîner l'écrasement de l'insurrection en 1960. Cette tactique nouvelle avait été établie surtout d'après les suggestions d'un certain nombre d'officiers supérieurs qui servaient en Algérie depuis plusieurs années et qui critiquaient les méthodes employées jusque-là, en particulier celles du quadrillage. Ces officiers, dont beaucoup commandaient les unités parachutistes, considéraient que le quadrillage était inefficace, qu'il immobilisait des dizaines de milliers d'hommes sans gêner réellement l'action des maquis. Il réclamait que l'armée française mène une guerre de mouvement, réponde à la guérilla par des opérations du même type, rapides, conduites par des formations spécialisées capables de « coller aux rebelles » et de mener la même vie qu'eux.

Cette doctrine de guerre inspira toute l'action du général Challe et toutes les opérations menées en 1959 et dans les

premiers mois de 1960. L'objectif du commandement français était de détruire l'un après l'autre les principaux « bastions de la rébellion », en particulier le massif de l'Ouarsenis, la péninsule de Collo, la Kabylie, les Aurès. Pour y parvenir, le général Challe employa comme instrument principal des réserves opérationnelles formées essentiellement par les parachutistes de la 10^e et de la 25^e divisions. En employant de façon massive ces unités de choc, dans une région déterminée, le commandement français espérait y disloquer sans rémission l'infrastructure des maquis. L'idée générale du Plan Challe était que dans chaque région ainsi « nettoyée » le F.L.N. ne pourrait plus jamais s'implanter à nouveau. Après le passage des divisions parachutistes, il devait suffire de maintenir dans ces zones « pacifiées » des harkis, des supplétifs, et quelques éléments français en petit nombre.

Sur le terrain

En fait, dix-huit mois après le début du plan Challe, la situation militaire ne s'est pas sensiblement modifiée. Aujourd'hui, comme à la fin de 1958, malgré les déclarations

officielles sur les progrès de la pacification, malgré les grandes opérations déclenchées dans l'Ouarsenis en Kabylie et dans le Constantinois, la plupart des responsables militaires qui exercent un commandement en Algérie admettent que l'implantation militaire du F.L.N. n'a pu être démantelée. Sans doute, des centaines d'armes ont été saisies, plusieurs chefs de villages ont été tués. Sans doute, les porte-parole de l'état-major d'Alger ne cessent d'affirmer que les maquis ont perdu la moitié de leur matériel de guerre et une partie importante de leurs effectifs. Mais sur le terrain, au niveau des secteurs opérationnels, les officiers responsables mesurent chaque jour la renaissance sous leurs pas des maquis qu'ils avaient cru détruire.

Les grandes bandes, pour employer le langage officiel de l'état-major d'Alger ont, pour la plupart, éclaté en 1959, au moment où les opérations du Plan Challe ont été déclenchées contre elles. Mais ce succès incontestable de l'armée française n'a pas donné les résultats que le commandement en espérait. Les maquis se sont en quelque sorte éparpillés. Ils agissent désormais par petits groupes, allant d'une demi-douzaine à une vingtaine d'hommes dans les secteurs particulièrement difficiles, pouvant atteindre même la cinquantaine dans les zones où l'activité de l'armée française est moins importante. Au demeurant, beaucoup d'officiers considèrent que les petits groupes sont plus redoutables mêmes que les formations importantes, car ils peuvent plus facilement se dissimuler au milieu de la population, vivre même dans les villages, où leur travail de propagande et de pénétration politique est d'autant plus efficace. Même les régions « nettoyées » au printemps de 1959 sont à nouveau le théâtre d'un processus de « pourrissement ». Elles repassent lentement sous le contrôle des organismes locaux du F.L.N., en particulier de l'organisation politico-militaire (O.P.A.). Même dans les centres de regroupement, l'O.P.A. parvient souvent à s'infiltrer et à reprendre peu à peu le contrôle politique des populations. Depuis le début de 1960, les actions du maquis contre les fermes européennes et les colons, sont plus nombreuses qu'elles ne l'étaient en automne 1959 et au début de l'hiver.

Les pertes en armes sont compensées

Cette dégradation de la situation militaire se marque jusque dans des régions que le commandement français présente depuis des années comme les « moins mauvaises ». Dans certaines zones de l'Algérie de l'ouest en particulier, l'activité des maquis s'accroît régulièrement depuis plusieurs semaines. Les récents attentats qui se sont produits en Oranie sont venus infliger un dramatique démenti aux affirmations officielles selon lesquelles cette région était désormais pratiquement « débarrassée de fellagha ». Ce qui préoccupe le plus beaucoup d'officiers c'est que, précisément dans ces régions, l'activité des maquis est désormais uniformément répartie sur de très vastes zones. Par ailleurs, malgré le nombre d'armes saisies et les difficultés réelles de franchissement des frontières, il semble que les pertes d'armement subies par le F.L.N. soient régulièrement compensées, soit parce que des convois parviennent malgré tout à pénétrer en Algérie, soit surtout parce que les désertions et les armes prises au combat fournissent une alimentation suffisante au maquis.

Printemps 60 = printemps 59

Les informations sur l'activité militaire, bien qu'elles soient très rares, et qu'elles ne reproduisent qu'une petite partie des activités réelles, confirment que le niveau de l'activité des maquis n'a pas été sensiblement atteint. Dans le sud oranais, si souvent « nettoyé » depuis deux ans, au cours des deux derniers mois, les engagements ont été nombreux, aussi bien dans les secteurs de Tiaret et de Tlemcen que vers le sud, jusque dans la région de Geryville. Dans l'Ouarsenis, qui avait été la première zone d'application du Plan Challe et où les porte-parole officiels affirmaient en mai 1959 que le F. L.N. était brisé à jamais, les accrochages sont nombreux dans le Dahra, dans les secteurs de Mascara, de Tenès, de Duplex. La vallée, du Chéelif est à nouveau une région d'insécurité. Enfin, dans le Constantinois, les combats sont ininterrompus. Les secteurs de Kerrata, d'El Milia,

de Sétif, d'Arago, de Biskra, de Ziamamansouria, de Jemmape, reviennent plusieurs fois par semaine dans les dépêches les plus officielles. Dans la péninsule de Collo, les grandes opérations destinées à briser l'implantation F.L.N. ont fait long feu. Plusieurs observateurs constatent que dans cette zone les troupes françaises se sont heurtées à des unités parfaitement organisées, bien armées et bien ravitaillées.

Il n'est donc pas inexact d'écrire que dans l'ensemble, la carte opérationnelle du printemps 1960 coïncide presque exactement

avec la carte opérationnelle du printemps 1959. Les bastions principaux de l'insurrection algérienne sont demeurés pratiquement inexpugnables malgré l'énorme effort du Plan Challe. Dans plusieurs secteurs, les officiers responsables admettent que la situation est en passe de redevenir aussi « mauvaise » qu'elle l'était avant les grandes opérations.

Roger PARET

SELF - DÉFENSE NATIONALE...

ON a beaucoup parlé, ces temps derniers, d'un article dans lequel le général Ely, sous le titre « diriger, commander, agir », a fait connaître le point de vue du chef d'Etat-major de la Défense nationale sur les méthodes de gouvernement.

On a moins parlé de l'organe de presse choisi par cette haute personnalité militaire pour porter à la connaissance de « qui de droit » la volonté d'une armée qui, depuis le 13 mai 1958, a perdu l'habitude d'être muette.

Il s'agit de la Revue de Défense nationale, dont les bureaux sont situés 1, place Joffre (cherchez dans l'annuaire téléphonique qui est propriétaire de cet immeuble...).

Le Conseil d'Administration et le comité de patronage comprennent des militaires de haut grade, des représentants de l'industrie lourde et de la Banque, et quelques hauts fonctionnaires dont on aimerait savoir en quoi ils diffèrent de ces technocrates dont parle sans indulgence le général Ely.

Nous avons eu la curiosité de feuilleter jusqu'au bout le numéro de cette revue dans lequel se trouvait l'article du chef d'Etat-Major général. Malgré sa diffusion limitée, la Revue de Défense Nationale comporte plus de soixante pages de publicité.

Poussant un peu plus loin l'examen, on constate bientôt que cinquante-trois de ces pages publicitaires sont remplies par des placards vantant la qualité des produits ou des services de firmes ... algériennes : les travaux publics et le bâtiment viennent en tête avec plus de cinquante annonceurs, puis la métallurgie, l'industrie automobile, avec une trentaine d'annonceurs, et encore les transporteurs, les commerçants en produits alimentaires, textiles, mobilier, matériel de bureau, etc.

En somme, tous ceux pour qui la guerre d'Algérie signifie prospérité, chiffre d'affaires décuplé, y sont allés de leur « publicité de soutien » en faveur de la Revue de Défense Nationale.

Est-ce parce que l'armée — pour des raisons hautement désintéressées — veut le maintien pendant encore des décades d'un corps expéditionnaire d'un demi million d'hommes en Algérie?

Est-ce parce que les lecteurs reconnaissants de la Revue sont aussi les signataires des marchés de l'Armée ?

Allons donc ! Calomnies...

Les industriels et commerçants algériens s'intéressent tout simplement à la Défense Nationale... Et honni soit qui mal y pense.